

En 2021, près de 300 millions de vêtements usagés exportés au Kenya, "brûlés ou jetés"



La décharge à ciel ouvert de Dandora, aux portes de Nairobi, le 24 juillet 2021, au Kenya
afp.com - Patrick Meinhardt

16 FÉV 2023

© 2023 AFP

Parmi les quelque 900 millions de vêtements usagés expédiés au Kenya en 2021, un tiers contient du plastique et sa qualité est si mauvaise qu'il "est immédiatement jeté ou brûlé", générant pollution environnementale et risques sanitaires, dénonce un rapport de la fondation Changing Markets publié jeudi.

Et ce, malgré la Convention de Bâle qui interdit l'exportation de déchets vers les pays ne disposant pas de capacités de retraitement adaptées, rappelle l'ONG.

Sur ces 900 millions, 150 proviennent de l'Union européenne et du Royaume-Uni, majoritairement des dons, chiffre le rapport, à l'issue de travaux menés en septembre 2022.

L'enquête s'appuie notamment sur des données douanières et d'import-export ainsi que sur le travail de terrain mené par l'organisme à but non lucratif Wildlight et l'association Clean Up Kenya, qui ont compilé plus de 80 entretiens avec des marchands kényans et se sont rendus sur des sites-clés.

"Ce déluge de vêtements usagés représente en moyenne 17 articles par an par Kényan, dont 8 sont inutilisables" car abimés, souillés ou non adaptés au climat ou à la culture locale, illustre l'enquête nommée "Trashion", néologisme formé de "trash" (ordures) et "fashion" (mode).

"Les impacts de la pollution du sol, de l'eau et de l'air sont considérables", selon l'ONG.

Sur les photos et vidéos jointes au rapport, figure la décharge à ciel ouvert de Dandora, aux portes de Nairobi, où "4.000 tonnes" d'immondices sont déversées chaque jour, dont "une proportion significative" de textiles d'export, selon Changing Markets Foundation.

Mais aussi les rives du fleuve Nairobi polluées de déchets textiles, et les témoignages de Kényans travaillant dans le commerce de seconde main, racontant leurs salaires de misère et le risque pour leur santé, notamment en inhalant les fumées de vêtements synthétiques qui brûlent.

"Les pays occidentaux se servent du commerce de seconde main comme d'une soupape de décompression pour faire face à l'énorme problème des déchets issus de la fast fashion", suppose l'ONG.

Cette dernière préconise notamment l'utilisation de matériaux non toxiques et durables et la mise en place de filières à responsabilité élargie des producteurs – existant déjà en France.

Environ 30% des vêtements donnés par les pays occidentaux atterrissent dans des décharges ou des incinérateurs des pays du Sud, selon l'institut Hot or Cool.